

bulletin hebdo

LE FSLN DOIT ETRE A LA TETE DES LUTTES

Une entrevue avec Daniel Ortega, par Xavier Reyes

Managua, 10 avril (ANN/Barricada).
Barricada: Vous avez affirmé récemment qu'il était possible, malgré ce gouvernement, de poursuivre la Révolution économique et sociale sur les bases de la révolution politique réalisée par le FSLN. Quelle confiance peut-on avoir dans ce gouvernement?

Daniel Ortega: Ce gouvernement n'a pas perdu son caractère de classe: il est le fruit de la politique interventionniste des Etats-Unis. Nous ne pouvons donc pas nous fier à lui, mais nous devons avoir confiance dans la force des travailleurs. L'impérialisme n'a pas disparu. Il cherchera par différents moyens à démanteler le processus révolutionnaire, à affaiblir, diviser et neutraliser le sandinisme pour rétablir le néosomozisme et le néocapitalisme. Nous devons lutter pour que le gouvernement agisse dans le sens des intérêts de la nation et pour que les gouvernements des Etats-Unis apprennent à respecter les décisions des nicaraguayens. Lorsque nous parlons de défendre une révolution économique et sociale sur la base des transformations déjà accomplies, nous parlons d'une lutte active des travailleurs, de l'expression de la lutte des classes qui se poursuit. Ce gouverne-

ment est enclin par sa nature de classe à privilégier les capitalistes, nous devons l'obliger à tenir ses promesses. Les gouvernements font ce que les peuples leur permettent de faire.

B: Comment se situe le FSLN dans cette lutte?

DO: Le FSLN est une force révolutionnaire, il n'est pas au centre mais à gauche. Il peut travailler à tirer les positions de ce gouvernement vers le centre et même vers la gauche.

B: Comment fera-t-il concrètement pour tirer ce gouvernement vers des positions justes?

DO: En "gouvernant d'en bas", en exerçant le pouvoir réel. Le peuple et le FSLN doivent faire pression sur ce gouvernement pour qu'il agisse en faveur des intérêts nationaux, c'est-à-dire ceux de la majorité, ceux des travailleurs, des paysans. Cette question des intérêts nationaux est l'objet d'une controverse car la minorité riche, capitaliste, cherche toujours à subordonner l'intérêt de la nation à ses intérêts égoïstes. Aussi fort qu'il paraisse et même s'il a tous les rouages du pouvoir en main, y compris

SOMMAIRE

Le FSLN doit être à la tête des luttes

Retour à Cinco Pinos

Des luttes sectorielles

Scandales en chaîne sur la Côte atlantique

Seme Centenaire : une campagne continentale

El Salvador : Washington maintient la pression

Trois pays sous la botte

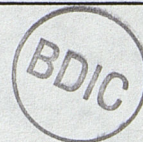
Bélize : le colonialisme a la vie dure

Guatemala : la négociation et ses limites

Panama : crise au gouvernement

En bref

40 P 11481



le pouvoir de coercition, un gouvernement est toujours soumis en dernière instance au consensus de la base.

B: Dans quels domaines y a-t-il coïncidence entre le FSLN et ce gouvernement?

DO: Les coïncidences sont déterminées par les engagements pris par le gouvernement envers les travailleurs et des producteurs qui agissent dans un esprit patriotique. En octobre 1990, lors de la concertation, le gouvernement a dû se décider: ou bien il signait un accord avec les secteurs extrémistes et contre les forces patriotiques, ou bien avec le Front national des travailleurs et les producteurs loyaux. Les mobilisations, la maturité et la combativité ont été déterminantes dans la décision du gouvernement, pendant que l'extrême-droite se démasquait en refusant de signer les accords.

B: Peut-on faire confiance à un gouvernement qui se propose d'appliquer une série de mesures économiques qui affectent les travailleurs?

DO: La politique d'ajustements mise en oeuvre aujourd'hui sera l'épreuve de vérité et déterminera l'avenir du pays: soit l'on adopte le modèle d'oligarchie capitaliste déjà connu et l'on impose le néosomozisme, le néocapitalisme; soit ce pays va vers de nouvelles formes de développement économique et social dans le respect des acquis de la Révolution.

B: Dans quels cas le gouvernement a-t-il failli à ses engagements?

DO: Il a affirmé par exemple qu'il respecterait les titres de propriété distribués par la Réforme agraire. Or, actuellement 64 coopératives sont occupées par des groupes extrémistes de la contra sans que le gouvernement ait rien fait. 77 autres sont menacées parce que les anciens propriétaires, latifundistes et somozistes, ont reçu l'autorisation de récupérer leurs terres. De la même manière, il est question de rendre 70 % des terres à café et à coton à leurs anciens propriétaires. Pendant ce temps, les crédits sont refusés pour les exploitations agricoles occupées par les travailleurs et ont incité à l'affrontement entre les démobilisés de l'Armée, ceux de la contra, les paysans sans terres et les ouvriers agricoles organisés. Le gouvernement viole ses engagements quand il favorise la restitution de biens à des somozistes.

B: Quelle est la réaction des travailleurs lorsque le gouvernement trahit ses promesses?

DO: Les paysans qui veulent de la terre s'unissent pour défendre leurs droits au lieu de s'entre-déchirer, face à un gouvernement qui essaie de favoriser les latifundistes et les somozistes. Ce combat est le seul garant des accords signés par le gouvernement.

B: Quel est le rôle de l'Armée populaire sandiniste et de la Police? De quel côté seraient-elles si le conflit s'aggravait?

DO: Elles doivent être du côté de la Constitution qui établit clairement que l'Armée défendra la souveraineté et ne sera jamais un instrument de répression contre le peuple. Le rôle de la Police est également défini dans la Constitution comme gardienne de l'ordre intérieur et garant des lois et jamais comme protectrice des capitalistes et des latifundistes. Le gouvernement a déjà tenté de dresser l'Armée et la Police contre les travailleurs, exerçant des pressions pour qu'elles les répriment. Ces institutions ne se sont pas laissées faire et ont agi dans le respect de la Constitution. Il a fallu alors la conscience et la maturité des membres de l'Armée et de la Police pour préserver la stabilité de la Nation.

B: Qu'en est-il de la capacité des syndicats et du mouvement populaire à influencer sur le contenu des ajustements économiques?

DO: Ils provoquent les discussions et les mobilisations et ce rôle, ils doivent le jouer davantage dès maintenant. Il est inadmissible qu'un militant sandiniste reste à l'écart d'une lutte qui se mène dans son milieu de travail.

B: Y a-t-il un risque de recomposition des groupes sociaux et économiques et d'un affaiblissement de la classe ouvrière?

DO: Lorsque Sandino disait que seuls les ouvriers et les paysans iraient jusqu'au bout, il donnait une bonne définition des forces fondamentales de la lutte révolutionnaire et cela reste vrai. Mais aussi bien à l'époque de Sandino qu'aujourd'hui, la classe ouvrière n'est pas développée comme dans une société industrialisée. Le poids des paysans, des commerçants et des artisans est important. Pourtant, notre classe ouvrière est bien organisée; si, quantitativement, elle ne représente qu'une force de plus dans cette réalité sociale, par contre qualitativement les travailleurs de la ville et de la campagne sont à la tête des luttes et il faut reconnaître en cela la maturité et la combativité du FNT.

B: Selon certains, le FSLN va trop loin dans sa confiance envers le gouvernement et s'est transformé de fait en complice du démantèlement des acquis de la Révolution. Qu'en pensez-vous?

DO: Ce problème du démantèlement des conquêtes révolutionnaires n'est pas une question de confiance mais de combativité des secteurs populaires et des militants sandinistes. Les complices, ce sont le manque de combativité, l'aspiration au confort personnel, l'opportunisme et le défaitisme.

B: Ne craignez-vous pas que le discours gouvernemental qui reconnaît les mérites de la Révolution dans le domai-

ne politique ne conduise à une confiscation idéologique de celle-ci?

DO: La Révolution ne peut être confisquée idéologiquement car l'idéologie, plus que l'expression d'une théorie, est l'expression d'une pratique. Le fait que le gouvernement tienne ce langage met en évidence le poids de la Révolution, mais cela ne suffit pas car il doit être conséquent avec son discours. Sinon, il fait la preuve de sa démagogie et le peuple ne s'y trompe pas.

B: Quelle est la position du FSLN en matière de propriété?

DO: Nous avons mis l'accent sur la démocratisation de la propriété. Aujourd'hui, nous demandons la privatisation des entreprises d'Etat au bénéfice des travailleurs ainsi que le respect des titres distribués par la Réforme agraire. Certains veulent s'approprier ces biens de l'Etat. Cette question sera décisive pour le FSLN, pour l'avenir de la Révolution et pour la stabilité du pays. Le Front sandiniste n'est pas un parti électoraliste mais une force politique dont la tâche est de défendre les acquis de la Révolution.

B: Pourquoi insistez-vous sur le fait que le FSLN n'est pas un parti électoraliste?

DO: Cela n'apporterait rien au FSLN de gagner les élections de 1996 dans un pays néosomoziste et néocapitaliste. Il vaut mieux que le Front sandiniste parvienne à préserver et à développer les acquis révolutionnaires, progressant ainsi dans la conscience de la société nicaraguayenne de façon à ce que le modèle véritablement démocratique se renforce.

B: Beaucoup pensent que le FSLN a manqué de combativité au cours des conflits et certains estiment que son rôle s'est réduit à celui de médiateur social.

DO: Il faut bien comprendre le rôle de la Direction nationale, celui des syndicats et celui des militants sandinistes. Le FSLN n'est pas un médiateur social mais un meneur politique. La Direction nationale défend les acquis de la Révolution, comme cela ressort clairement des accords de transition. Nous avons consacré toutes nos forces au désarmement de la contra, nous avons soutenu les travailleurs au cours des grèves de mai, juin et juillet derniers et au cours des négociations d'octobre et nous avons précisé clairement notre position face aux mesures monétaires de mars. Les camarades sandinistes sont à la tête du mouvement syndical. Mais tous les militants n'ont pas pris la place qui leur revient dans les luttes. Si je suis militant sandiniste et que je travaille à l'usine ou à l'hôpital, il est évident que je dois être au premier rang des luttes, que je ne laisserai pas les autres seuls pour ensuite les traiter d'extrémistes et de saboteurs. Un sandiniste s'engage et fait en sorte d'être créatif quant aux méthodes de lutte.

RETOUR A CINCO PINOS

Cinco-Pinos, 25 mars (ANN). A nouveau le coup de fou- dre pour la terre brûlée, pour le ciel chauffé à blanc, pour les maisons chaudes de soleil, pour les montagnes qui font des bonds, roses, bleues, grises.

Cinco-Pinos est silencieux, il n'a pas fini de faire la "vela", le grand deuil des élections nationales. Et dans cette espèce de veillée funèbre, les vieilles haines familiales et politiques couvent dans les regards volontairement vides, les demi-sourires crispés, les mains qui restent froides. Une sorte de coma. J'ai envie de rester là, de continuer à parler à mon mort vivant, comme pour lui donner envie de se réveiller. Peuple absent, écarté, écartelé, qui aspire à être présent, à libérer ses forces latentes... Etre témoin du réveil...

Cinco-Pinos a voté à 52 % pour le Front Sandiniste et la polarisation politique en deux camps est nettement sensible, avec au milieu des gens dont tu ne sais pas de quel côté ils penchent, sans doute selon les intérêts immédiats.

La population s'est accrue d'une soixantaine de familles revenues du Honduras, pour la plupart familles de "guardias" qui ont fui lors du triomphe de la Révolution sandiniste en 1979. Cette région pauvre était, parmi d'autres, un réservoir pour la garde de Somoza : les familles, nombreuses, sans terre, cachaient ainsi un ou plusieurs de leurs garçons.

Ces gens, pour rentrer, ont reçu un pécule en dollars du Haut Commissariat aux réfugiés, de l'ONU, ainsi que de la nourriture et des vêtements. L'un d'eux, chef de famille, vient demander de l'aide à la mairie. Avec ses dollars, il a acheté une énorme chaîne stereo qu'il ne peut pas utiliser : pas d'électricité dans son hameau, pas d'argent pour acheter des piles. Dans l'ensemble, ce sont des familles nombreuses, pauvres, avec un taux très élevé d'analphabétisme et qui ont, depuis dix ans, pris l'habitude de la dépendance économique.

Les anciens contras se sentent chez eux. Philemon, membre du FSLN, a vu le jeune Arnaldo croiser dans la rue l'assassin de sa mère. Arnaldo a tourné la tête et a pleuré.

L'assassin de Sinar, un jeune militant du Front tué en janvier 87, est entré chez Philemon. "La peau se hérissé, on a envie de venger les copains, tu comprends, des amis à nous, des camarades du Front. Par discipline de parti, pour la paix, on se retient." Je l'ai laissé entrer : "Bon, tu es là, Cinco-Pinos, c'est chez toi. Ce qui est dur, c'est que des camarades ne comprennent pas, on se sent comme suspectés de lâcheté et de trahison. Réconciliation, réconciliation, on en parle, mais des mots à la réalité!..."

En mars, j'avais rencontré Adin, un ancien technicien de l'Education pour adultes avec qui j'ai travaillé. Séquestré par les contras lors d'une rafle, il est passé de leur côté il y a cinq ans.

Nous nous reconnaissons. -"C'est difficile, les gens sont méfiants avec moi". -"Regagne-toi leur confiance". Dès son retour, avant l'investiture de Violeta Chamorro, le délégué du ministère de l'Education, sandiniste, lui a donné un poste d'instituteur dans son village : "Il est pauvre, il a une famille à charge".

Ces mois-ci, la nouvelle déléguée (UNO) l'a licencié parce qu'il n'est pas titularisé. Je doute que cela suffise pour lui ouvrir les yeux.

Le "Chele" était un sandiniste de famille très connue et très nombreuse, un gars intelligent, un bon militant et qui avait beaucoup aidé les gens, en tant que responsable de la Banque de crédit aux petits agriculteurs. Il est mort accidentellement. Presque personne vient à son enterrement. C'était en avril. -Les gens étaient comme terrés chez eux, ils redoutaient de se rencontrer, nous avions peur de notre propre violence, d'un côté comme de l'autre. Aujourd'hui, ça ne se passerait pas comme ça! - Pourquoi? -C'est qu'on a mesuré nos forces. L'UNO n'arrête pas de nous faire des problèmes. Ils ont voulu licencier les instituteurs notoirement sandinistes. Notre syndicat (ANDEN) a lutté sans répit d'avril à septembre 90, puis en décembre et janvier 91. On a convoqué à Cinco-Pinos le délégué régional de l'Education. Il s'est senti tout petit devant les 72 enseignants du syndicat sandiniste (il n'y en a que 7 au syndicat jaune) et les parents d'élèves. On a fait jouer les grands mots, "réconciliation", "concertation". On a lâché le poste de directeur de l'école du bourg, en accord avec le gars, en exigeant qu'il soit instituteur dans la même école, mais cela pour gagner tous les autres postes.

Le directeur en question est aujourd'hui maître au cours préparatoire, pour neutraliser son influence politique.

Les manuels sont maintenant des "bleus et blancs" (couleurs de l'UNO qui s'est approprié celles du drapeau national), loués à des prix prohibitifs. Ce sont des compilations de livres importés. Rien, absolument rien de nicaraguayen. J'ai feuilleté le livre d'Histoire du cours moyen. On y étudie le moyen-âge. Entre autres questions (vous ne le croirez pas) : "Comment s'appelle le fils de Charlemagne?" On se console en pensant qu'en dépit de l'éducation au temps de Somoza, des Carlos Fonseca, Rigoberto Lopez Perez, Julio Buitrago, Leonel Rugama et tant d'autres se sont levés.

Le 23 mars, c'était le 11ème anniversaire du début de la Croisade d'alphabétisation. Plus de 120 000 jeunes répandus à travers tout le pays avec cette mystique du "el poco que yo sé es de todos" ("Le peu que je sais est richesse de tous").

Avec des amis, nous faisons ce jour-là une visite à Milton, l'unique responsable de l'Education des adultes payé par le gouvernement. -Vas-tu organiser quelque chose pour commémorer le 23 mars 1980? -Non, rien, on n'a pas de moyens. -Mais il n'est pas possible de rassembler les jeunes sur la place, à la sortie des classes, et de leur rappeler ce qui s'est vécu, leur histoire?

Non, Milton ne bougera pas. Et pourtant il a travaillé dans l'équipe qui avait préparé ce grand jour où Cinco-Pinos, comme Rio San Juan, a été déclaré territoire libéré de l'analphabétisme.

Tu te rappelles, Milton, cette grande banderole à l'entrée du bourg: "Carlos, ya sabemos leer". Carlos, ça y est, nous savons lire!...Et ces manuels fabriqués avec toute la population de Cinco-Pinos, sur la préservation de l'eau, sur les emprunts à la banque, sur les latrines, sur l'implantation de familles volontaires dans des terres meilleures, plus au sud...Tu te souviens?

Milton se souvient, un peu triste. "Je me sens seul". D'autres, au hasard des conversations, font la même réflexion. Peut-être le sentiment d'être orphelin d'une direction sandiniste, au niveau national et local, auparavant trop présente. Et pourtant, puisque maintenant à l'école on ne peut plus parler de rien qui rappelle le sandinisme, Azucena et d'autres collègues, ce 23 mars, sont allés faire leur classe avec la chemisette grise qu'ils portaient pendant la campagne d'alphabétisation. Le monde de la Santé a aussi ses batailles. Il y a eu l'affaire de l'ambulance, comme à La Dalia et d'autres municipalités où ont gagné les sandinistes. Grâce à la solidarité, en effet, une ambulance a été attribuée officiellement à Cinco-Pinos, par l'intermédiaire du ministère de la Santé. Quand elle est arrivée, le personnel, comme dans la presque totalité du pays, était en grève pour des revendications salariales. Une députée de l'UNO a décidé de détourner illégalement l'ambulance et de la faire diriger sur le centre de San Francisco, municipalité à majorité UNO.

Le maire de Cinco-Pinos s'est tant bagarré qu'il a finalement obtenu que l'ambulance soit rendue à sa destination première, le soir du 23 mars.

La lutte pour les droits acquis et tout simplement pour la vie ne peut être abandonnée. Les quelques propriétaires (cinq familles) de toutes les terres du village sont plus arrogants. Avec les nouvelles mesures économiques, les petits cultivateurs de parcelles ou ceux qui louent un lopin pour le maïs ne peuvent pas payer les crédits de l'an passé. Les petits commerces nés à chaque porte ferment un à un. "Je n'ai pas vendu un seul Coca ni une seule bière toute la semaine" (le Coca et la bière sont des boissons courantes). Les enfants n'en sont tout de même pas réduits, comme il arrive parfois, à sucer les graines sucrées de la gousse de cacao pour tout déjeuner.

Mais Adely ne transportera plus sur sa tête de neuf ans l'énorme seau de quinze litres d'eau. Toutes les maisons du bourg ont maintenant leur robinet dans la cour. Et les jeunes ont ouvert le 3 mars les portes d'un collège en préfabriqué flambant neuf.

Don Pedro, 87 ans, perpétue avec sa fille et son fils la tradition du Jeu de la Passion dans les rues de Cinco-Pinos, pour la Semaine Sainte. Les militants sandinistes, comme surpris d'eux-mêmes, fixent pour cette semaine les réunions préparatoires à leur Congrès de juillet...le 19 du mois!

Ainsi se défont et se refont les choses au jour le jour, dans cette micro-société de Cinco-Pinos.

DES LUTTES SECTORIELLES

Managua, 16 avril (ANN). Alors que le roi d'Espagne et le choléra sont attendus de façon imminente au Nicaragua, la situation sociale est marquée par un certain attentisme. Le maire de Managua, Arnoldo Aleman, a fait décorer le parcours qu'empruntera son Altesse (palmiers et fontaines); mais la population semble indifférente à l'honneur qui lui est fait, se préoccupant davantage de la baisse de son pouvoir d'achat.

C'est principalement la grève des employés de banque qui a marqué la quinzaine qui vient de s'écouler. Le conflit a duré trois semaines, ponctué par les occupations et les charges de la police. La négociation s'est finalement ouverte et a abouti à une semi-victoire du syndicat des employés de l'Etat (UNE). Les travailleurs des banques ont obtenu que la moitié de leur supplément en nature soit gratuit (le fameux "paquet AFA" instauré par le gouvernement sandiniste en 1988 et que de nombreux ministères font désormais payer), et qu'un prêt soit accordé pour payer l'autre partie, ainsi que la possibilité de faire un emprunt sur un an à un taux très favorable. Ce sont maintenant les enseignants qui sont entrés en lutte -plus de 7 000 sont déjà en grève- pour exiger leur reclassement, la renégociation de leur convention collective et l'arrêt de la répression contre certains d'entre eux. Les travailleurs du Centre de Convention Olof Palme sont quant à eux en grève depuis un mois pour leur salaire.

C'est pour l'instant en effet les revendications salariales qui mobilisent les travailleurs. La Commission nationale du niveau de vie rencontrera les syndicats le 22 mai pour évaluer la perte du pouvoir d'achat des salaires, mais on sait déjà que la réforme monétaire mise en oeuvre début mars leur a porté un coup. Le gouvernement, contrairement à son habitude, n'a pas publié l'indice d'inflation pour le mois de mars. Selon la Fondation pour le défi économique global (FIDEG), dirigée par l'ancien ministre à la Planification A. Martinez Cuenca, il est de

296%, alors que les salaires n'ont augmenté que de 160%.

L'autre préoccupation des syndicats est le plan de reconversion mis en marche également début mars. Près de 3000 travailleurs l'ont accepté, mais presque tous ont choisi la formule qui permet de recevoir 20 mois de salaire (avec un plafond maximum de 2 000 dollars) en échange de leur démission alors qu'on leur offrait également la possibilité d'un crédit pour monter une micro-entreprise. S'il est vrai que certains d'entre eux vont investir leur argent dans le petit commerce ou l'atelier qu'ils avaient déjà, il n'en reste pas moins que la plupart grossiront la masse des chômeurs dans un délai de quelques mois. Le plan de reconversion a été prolongé jusqu'à mai car le gouvernement a prévu le départ volontaire de 20 000 fonctionnaires. Les syndicats soulignent à ce propos que le caractère volontaire est souvent une illusion: de nombreux travailleurs décident de partir parce qu'ils sentent que leur poste de travail va être supprimé ou qu'ils se savent menacés personnellement. Parmi eux se trouvent les grévistes de mai et juillet derniers qui n'ont pu être massivement licenciés grâce aux accords signés mais à qui l'on ne donne plus de travail.

SCANDALES EN CHAÎNE SUR LA CÔTE ATLANTIQUE

Managua, 15 avril (ANN). Le Nicaragua est redevenu pour certains le paradis d'autrefois. Une compagnie étatsunienne, la Caribbean 2 000, vient d'obtenir les droits exclusifs sur toute vie maritime de la Côte Atlantique, en échange de quelques verroteries modernes. Mais l'affaire n'en reste pas là.

C'est Leonel Panting, le coordinateur du Gouvernement de la Région autonome de l'Atlantique nord (RAAN) qui a signé ce contrat de rêve: la RAAN cède à la "Caribbean 2 000" les droits exclusifs pour l'acquisition de tous les produits de la mer, ce qui oblige tous les pêcheurs à vendre leurs produits à cette compagnie. De plus, celle-ci se voit dispensée de payer impôts, taxes à l'exportation et à l'importation, permis de pêche, autorisations etc...De son côté, la "Caribbean" promet de financer les bateaux de pêche, d'importer de la nourriture, des vêtements, des appareils électro-ménagers et de payer une chaîne locale de télévision. L'Institut national de la pêche (INPESCA) a demandé des explications aux autorités du gouvernement autonome qui prétendent que le contrat a déjà été annulé. Des vérifications ont été entreprises aux Etats-Unis sur la "Caribbean 2 000".

Par ailleurs, un député de YATAMA-UNO a également accusé L. Panting et l'ancien chef contra Steadman Fagoth -aujourd'hui directeur des Ressources naturelles du gouvernement autonome-, d'avoir procédé à d'autres

opérations illicites en faveur d'une compagnie états-unienne derrière laquelle, selon le quotidien Barricada, se trouverait Anastasio Somoza Portocarrero, le fils de l'ancien dictateur.

S. Fagoth estime que la campagne lancée contre L. Panting et lui-même provient de Brooklin Rivera, autre chef contra entré au gouvernement central comme directeur de l'Institut de développement de la Côte atlantique et devenu son rival. Sans doute à titre de contre-attaque, S. Fagoth a remis au ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado un document dénonçant B. Rivera et le directeur d'INPESCA comme les "Parrains" du trafic de drogue sur la Côte. Ils permettraient entre autres le passage de la drogue venant de Colombie dans des bateaux de pêche. Selon S. Fagoth, ce "réseau" est bien connu des habitants de la Côte atlantique et le ministère de l'Intérieur, bien qu'ayant l'information depuis longtemps, n'a rien fait. Une commission dirigée par le vice-ministre de l'Intérieur José Pallais est partie sur la Côte pour "connaître la situation du trafic de drogue".

La députée sandiniste de Puerto Cabezas (RAAN), Mirna Cunningham, dénonce depuis plusieurs mois le chaos et la corruption. La délimitation des pouvoirs du gouvernement central et des gouvernements autonomes n'a toujours pas été faite, alors que les régions atlantiques s'enfoncent dans une crise extrêmement grave. De nombreuses communautés connaissent la famine et il y a déjà plusieurs morts.

CINQUIEME CENTENAIRE: UNE CAMPAGNE CONTINENTALE

Managua, 4 avril (ANN). Tandis que les gouvernements européens et latino-américains préparent la célébration du Cinquième centenaire du début de la colonisation, les indigènes et les organisations populaires d'Amérique ont lancé de leur côté une campagne continentale appelée "500 ans de résistance indigène et populaire". Il s'agit là d'un vrai défi: outre les multiples problèmes d'organisation entre des pays éloignés, il va falloir dépasser, après un demi-millénaire d'oppression colonialiste et impérialiste, la méfiance installée entre les indigènes américains et les organisations populaires et adopter une attitude unitaire pour défendre des intérêts communs.

C'est lors de la première rencontre continentale des organisations indigènes et paysannes, tenue à Bogota en octobre 89, que cette campagne a été décidée par 72 délégués venant de 21 pays américains. Pour faciliter son organisation, les pays ont été regroupés en cinq régions, qui sont représentées chacune par deux délégués à la commission continentale. Ces régions sont le Cône sud (Argentine, Paraguay, Uruguay, Chili et le Surinam), la

région andine (Pérou, Bolivie, Vénézuéla, Equateur et Colombie), l'Amérique centrale (Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, El Salvador, Guatémala et Belize), la région Nord (Mexique, Canada et Etats-Unis), la région Caraïbe (Cuba, République dominicaine et Puerto Rico).

"NOUVELLE RENCONTRE" AU NICARAGUA

A l'initiative de l'Association des travailleurs de l'agriculture (ATC), un comité national pour cette campagne s'est constitué au Nicaragua au cours d'une assemblée à laquelle participaient des représentants des indigènes de Subtiava (Leon), de Monimbo (Masaya) et de la Côte atlantique nord, des syndicats sandinistes, le Mouvement communal, ainsi que des associations d'artistes, des institutions d'éducation et des organisations non gouvernementales. Le secrétariat du Comité est composé de Mirna Cunningham, représentant le Mouvement culturel multi-ethnique de la Côte atlantique nord, Edgardo Garcia, dirigeant national de l'ATC, Alan Bolt, représentant une association d'artistes et Feliciano Pacheco, de Subtiava. La responsable des Relations internationales de l'ATC, Alba Palacios, a signalé à l'ANN que jusqu'à présent les partis politiques, y compris le FSLN, ont montré peu d'intérêt pour la campagne. "La députée sandiniste Mirna Cunningham participe comme indigène et son exemple pourrait être suivi par d'autres personnalités politiques".

"Outre les objectifs généraux de la campagne, au Nicaragua nous voulons favoriser en plus une nouvelle rencontre entre la Côte pacifique et la Côte atlantique", explique A. Palacios, faisant allusion aux différences culturelles et ethniques entre l'Ouest et l'Est du pays. "Les peuples de la côte caraïbe du Nicaragua vivent une situation dramatique, dont les habitants de la Côte pacifique n'ont pas conscience".

Jusqu'à présent, le Comité nicaraguayen a peu de contacts avec les organismes européens engagés dans la campagne. Le voyage qu'E. Garcia est sur le point de faire en Europe permettra de les établir.

REUNION REGIONALE A MANAGUA

La première rencontre de la région centraméricaine a eu lieu en décembre dernier au Guatemala et rassemblait des délégués du Nicaragua, du Guatemala, du Honduras et du Costa Rica. Lors de la deuxième rencontre début avril 1991 à Managua, les sept pays centraméricains étaient représentés. "Nous n'en sommes qu'à la phase préparatoire", explique le coordinateur régional Federico Gomez, du Comité guatémaltèque pour l'unité paysanne (CUC). Après quatre jours passés à échanger les expériences sur le travail réalisé jusqu'à présent, les délégués ont approuvé une déclaration politique dont les axes principaux sont les suivants:

- récupération des droits historiques sur la terre et autres biens
- plate-forme politique conjointe pour la lutte des indigènes, des métis afro-américains et des travailleurs
- autodétermination et paix
- droits égaux pour les femmes dans tous les domaines
- lutte contre le racisme, le séparatisme et l'ethnocentrisme
- protection de l'environnement et mesures pour sauver la forêt tropicale humide
- mesures pour mettre fin aux déplacements de population et retour volontaire des exilés dans leur patrie
- respect de l'histoire véritable des indigènes, de leur culture, de leur forme de production et des relations qu'ils entretiennent avec la nature

Cette déclaration sera soumise à discussion lors de la prochaine rencontre continentale qui aura lieu en octobre 1991 au Guatemala et au cours de laquelle des actions concrètes et des propositions de lois seront approuvées.

La réalisation d'une campagne commune dans tous les pays américains pose de grands problèmes de communication, qui affectent entre autres l'intégration des Caraïbes. *"La région caraïbe travaille, cependant nous ne savons pas ce qui est fait"*, critique Assad Shoman, du Belize. De plus, jusqu'à présent, ne participent à l'organisation régionale que les pays de langue latine. C'est pour provoquer l'intégration des anciennes colonies britanniques qu'une rencontre spéciale des pays caribéens aura lieu au Belize.

EL SALVADOR: WASHINGTON MAINTIENT LA PRESSION

Institut d'études centraméricaines (IECA)

Managua, 15 avril (ANN). La venue au Salvador du chef d'état major de l'armée étatsunienne, le général Colin Powell, et du secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires hémisphériques, Bernard Aronson, au moment où se déroule une nouvelle rencontre entre le gouvernement et le FMLN, montre que les négociations en cours pourraient être déterminantes. Elle semble en effet indiquer que les Etats-Unis veulent les contrôler de façon à ce que les accords qui pourraient en résulter préservent leur domination politique au Salvador. Au moment où il existe un consensus aux Etats-Unis pour que la guerre cesse - l'administration Bush a d'autres priorités -, Washington cherche à exercer des pressions sur les participants pour obtenir qu'ils modèrent leurs positions.

Aujourd'hui, les négociations, qui se tiennent à Mexico depuis le 4 avril, sont entrées dans une phase décisive et ses points fondamentaux apparaissent très clairement. Le

premier est la question du territoire. Le FMLN demande au gouvernement de reconnaître qu'il contrôle de vastes zones dans lesquelles il exerce une influence politique, sociale et même économique. Par conséquent, et c'est là le deuxième point, le gouvernement doit également admettre qu'il y a deux pouvoirs dans le pays. Enfin, se pose la question des Forces armées, dont la profonde restructuration s'avère nécessaire pour que le pays et la société soient démilitarisés et démocratisés.

Le progrès des négociations a décomposé et divisé les forces au pouvoir et la base sociale d'ARENA. Les "durs" de ce parti ne sont disposés à aucune concession en ce qui concerne la reconnaissance du contrôle territorial du FMLN, la réforme de la constitution et la restructuration de l'armée. C'est à ce secteur que s'adresserait le message des visiteurs étatsuniens, venus exiger qu'il accepte de négocier. Récemment, les "durs" se sont montrés menaçants et des rumeurs de coup d'état ont même circulé, rendant nécessaire la visite-éclair des envoyés de Washington. Les accusations portées contre le président Cristiani, qualifié de traître, et les appels publics à la désobéissance lancés à l'armée indiquent la profondeur des contradictions et le vide de pouvoir actuel, qui favorisent aussi bien la Maison Blanche que le FMLN. Le discours prononcé le 9 avril par Cristiani à la télévision, dans lequel il affirmait que l'existence des Forces armées n'était pas menacée et qu'il n'était pas question de concéder une partie du territoire au FMLN, avait pour but de calmer la base sociale d'ARENA.

Pour le FMLN, la décomposition du bloc au pouvoir démontre la nécessité de former un gouvernement de consensus. Le contexte général indique qu'ARENA se trouve en position défavorable. Lors des dernières élections, ce parti est passé de 27,6 à 20 % des voix, malgré la fraude, et apparaît comme le grand perdant. Les représentants du gouvernement dans la négociation ne peuvent donc pas prétendre que leur représentativité les autorise à être intransigeants ni parler d'un soutien populaire à leurs positions. En réalité, ARENA doit prendre en compte les 80 % de salvadoriens qui ne lui ont pas donné leur voix et ne peut ignorer l'exigence d'une solution politique juste. L'Eglise catholique pourrait bien être représentative du sentiment général à ce propos. Mgr Rosa Chavez, évêque auxiliaire de San Salvador, a déclaré en effet que l'existence de deux pouvoirs était un fait, comme le prouve en soi le besoin de négocier. De même, tout comme les principales centrales syndicales, l'Eglise estime qu'il faut réformer la constitution. La souplesse démontrée par le FMLN n'est sans doute pas étrangère à cet état de l'opinion. En effet, le FMLN, qui souhaitait jusqu'à présent trouver une solution aux principaux problèmes avant de parler du cessez-le-feu, a proposé avant le début du dialogue actuel de traiter cette question en même temps que les autres et de réduire le nombre de points à l'ordre du jour. Il a ainsi mis le gouvernement le dos au mur en lui accordant ce qu'il demandait.

Mais certains secteurs de l'armée, derrière le ministre de la Défense Emilio Ponce, s'opposent aux négociations, alors que les Etats-Unis eux-mêmes reconnaissent que le FMLN a gagné un espace territorial. Les assesseurs étatsuniens du Pentagone et l'ambassadeur ont produit une carte de la situation sur le terrain qui s'est révélée être plus proche de celle du FMLN que de celle du gouvernement. Le refus de reconnaître le contrôle de la guérilla sur certaines zones est ainsi difficile à soutenir et le discours de Cristiani du 9 avril ne peut être destiné qu'à calmer ses partisans. La présence dans les deux délégations qui dialoguent actuellement de chefs militaires intermédiaires, ceux qui sont sur le terrain, permet d'espérer qu'on avance sur la question du territoire. Il est cependant à craindre que la visite de Colin Powell, qui a sans doute posé des limites aux concessions auxquelles étaient disposés les négociateurs du gouvernement, ne remette en cause l'optimisme que l'on pouvait s'autoriser.

Derrière cette discussion se cachent deux éléments fondamentaux que le gouvernement doit admettre pour que la négociation progresse sur les questions militaires. Le pouvoir doit en effet accepter les conséquences du fait qu'aucune des deux parties ne peut gagner sur le plan militaire; il doit également accepter que le cessez-le-feu ne doit pas changer le rapport des forces existant sur le terrain et qu'aucune des deux parties ne peut prétendre à avoir plus qu'elle n'a.

On ne connaît pas encore les conséquences que ne manquera pas d'avoir la visite de C. Powell et de B. Aronson. On peut cependant avancer que la Maison Blanche veut imposer tout de suite un cessez-le-feu et considérer que la négociation se termine là, ce qui l'arrangerait bien. La combinaison des pressions militaires (le général Powell a fait allusion à la possibilité d'une intervention militaire) et politiques a pour but de garantir la solution souhaitée par Washington, qui veut éviter la négociation sur la restructuration des Forces armées et leur dissolution. En effet, leur désintégration créerait une situation très complexe pour les Etats-Unis, tant au Salvador que dans la région. B. Aronson a même expliqué que si la guerre se terminait vite, l'aide militaire des Etats-Unis pourrait être affectée à des programmes sociaux ou à la relance économique, ce qui aurait l'avantage de saper la base sociale du FMLN.

Les négociations se déroulent alors que la guerre se poursuit et les événements qui se produisent sur le terrain ont une incidence sur les progrès du dialogue. La mort récente -qui a toute l'apparence d'un assassinat- du chef militaire du front de Chalatenango, Jesus Rojas, risque de relancer la spirale de la guerre: les affirmations du gouvernement, selon lequel la mort du Commandant Rojas met en évidence que le FMLN n'a pas le contrôle militaire, pourrait provoquer des actions de la guérilla destinées à prouver son pouvoir réel.

Les négociations sont donc complexes; pourtant elles pourraient amener les premiers accords, renforçant l'espoir de la fin prochaine du conflit.

COMMANDANT DU FMLN ASSASSINE

Managua, 15 avril (ANN). Le tristement célèbre bataillon Atlacatl vient d'assassiner dans le département de Chalatenango le Commandant du FMLN Jésus Rojas. On suppose qu'il a été capturé vivant par l'armée gouvernementale qui l'a tué par la suite.

Selon un communiqué du FMLN, le Commandant Rojas et 14 autres personnes sont tombés dans une embuscade le 12 avril dans le département de Chalatenango, zone sous contrôle presque exclusif du FMLN. Deux conseillers étatsuniens avaient été vus sur les lieux de l'embuscade la semaine qui a précédé les faits. Le FMLN estime que ce fait constitue une preuve de la participation des conseillers étatsuniens dans l'assassinat, qui a pour but d'empêcher une solution politique négociée du conflit. Le FMLN a répondu par plusieurs attaques à des objectifs militaires.

Le Commandant Rojas, qui avait 41 ans et dont le vrai nom est Antonio Cardenal Calderon, vient d'une famille nicaraguayenne connue. Il était le neveu de Pedro Joaquín Chamorro, le mari de la présidente. Il avait étudié dans un séminaire jésuite au Salvador avant de s'engager dans la guérilla. Il appartenait à la Commission politico-diplomatique du FMLN. Au cours d'une messe célébrée à l'Université centraméricaine, à Managua où son corps a été ramené à la demande de la famille, le Père Cesar Jerez a souligné la qualité de cet *"homme très clair et transparent"* qui, par amour, avait fait le choix d'être aux côtés des pauvres du Salvador et d'Amérique centrale. Sergio Ramirez, Ernesto Cardenal, Miguel d'Escoto et plusieurs membres de la Direction nationale du FSLN ont assisté à ses funérailles. Il a été enterré dans un cimetière de Managua aux côtés de son frère Gabriel, tué en 1979 dans la lutte contre Somoza.

TROIS PAYS SOUS LA BOTTE

Alberto Ramos

Managua, 15 avril (ANN). Pour la première fois, le chef de l'Etat-Major de l'armée des Etats-Unis, le général Powell, est venu lui-même en Amérique centrale, passant par le Panama, le Honduras et le Salvador : trois pays où les Etats-Unis maintiennent leur présence militaire et dont l'intérêt géopolitique est clair. Le Panama, en plus d'être la zone du canal, est le siège du Commandement Sud. Le Honduras abrite déjà la base militaire étatsun-

strés dans leurs espoirs, après une indépendance politique qui ne se traduisait pas par de grands progrès économiques et sociaux. Mais l'indépendance n'entraîne jamais automatiquement le plein exercice de la souveraineté, surtout lorsque l'Etat n'est pas propriétaire de la terre. *"Le jour même de l'Indépendance, 90 % des terres étaient en propriété privée et plus de la moitié du territoire national était aux mains d'étrangers, surtout des Etats-Unis"*, constate A. Shoman. *"Il ne faut donc pas s'étonner que l'ingérence de ce pays se soit aggravée, à partir de 1981"*.

Aujourd'hui, le capital étatsunien est le principal investisseur au Belize et sa position a été renforcée par la politique de privatisation menée par le gouvernement de Manuel Esquivel entre 1984 et 1989. 12 % des terres ont par exemple été cédées à la multinationale Minute Maid, filiale de la Coca Cola Ford Compagny, pour seulement un cinquième du prix normal de vente de la terre. Les expériences accumulées par ce "modèle de développement" confirment l'opinion d'A. Shoman. Les institutions financières internationales -FMI, Banque mondiale et AID- influent de manière décisive sur la politique bélizéenne en matière d'économie et de prix, sans que l'énorme déficit fiscal se réduise. *"Certains surnomment Belize la monarchie de l'AID"*, commente A. Shoman.

DES SYNDICATS BIEN CONTROLES

Le mouvement syndical, qui s'est développé dans les années 50 jusqu'à devenir la principale force de la lutte pour l'indépendance, est passé sous le contrôle de la classe moyenne "criolla" et a perdu son poids dans le combat pour l'autodétermination économique et les droits des travailleurs. Un rôle décisif a été joué en cela par G. Price, éternel premier ministre, homme fort du PUP et ancien dirigeant de l'Union générale des travailleurs. Une fois bien établie l'image du PUP comme *"le parti de l'indépendance"*, G. Price a rejeté la mobilisation des forces sociales et s'est orienté vers un modèle d'indépendance plus conforme aux intérêts britanniques.

A travers le Département du travail, une institution héritée de la période coloniale, le PUP a agi comme médiateur entre les travailleurs et le patronat, au détriment de l'autonomie syndicale. Certaines entreprises étrangères ont interdit la formation de syndicats et, en 1986, 40 % des travailleurs n'avaient pas d'organisations syndicales dans leur entreprise. A. Shoman met en cause certains membres du mouvement ouvrier et du gouvernement dans cet état de fait.

LE PROBLEME ETHNIQUE

De même que les paysans et les travailleurs, les indigènes demeurent en marge de l'économie. Les groupes ethniques les plus importants sont les créoles afro-européens (40 %) et les métis (35 %), qui arrivèrent du Yucatan durant la Guerre des castes, en 1850. Les Mayas représentent 9 % de la population et les Garifons, 7 %.

Ce sont les créoles et les métis qui maintiennent les clivages ethniques les plus forts. Ils perpétuent les préjugés surgis durant la rivalité coloniale entre l'Espagne et l'Angleterre. La célébration nationale de la bataille de Saint-George, le dernier affrontement entre espagnols et britanniques au Belize, symbolise bien ce mimétisme anti-historique, entérinant la vision des métis comme des *"espagnols vaincus"*.

A propos des conflits inter-ethniques au Belize, A. Shoman explique: *"Les gens ne se rendent pas compte que ces différences ne se maintiennent que pour des raisons néo-coloniales"*. Cet antagonisme s'est aggravé avec l'indépendance qui a correspondu à une crise économique due à la chute du prix du sucre, principale exportation du Belize, et à la politique agressive des Etats-Unis en Amérique centrale. *"En 1981, le nombre d'habitants du Belize ne dépassait pas les 160 000. L'arrivée massive de réfugiés guatémaltèques et salvadoriens a exacerbé les conflits qui existaient déjà, beaucoup de gens leur attribuant tous les maux"*. Le conflit pour la terre est au centre des problèmes économiques: la plupart des bonnes terres appartiennent aux multinationales d'exportation, alors que le Belize est obligé d'importer ses produits alimentaires de base.

La domination néocoloniale et la récupération par la bourgeoisie "criolla" des aspirations populaires à l'indépendance ont empêché jusque là le surgissement d'une identité bélizéenne. Sur cette toile de fond, les conflits de classe se cachent derrière les conflits ethniques. Pour les peuples centraméricains dont les gouvernements, tel celui du Nicaragua, promettent la *"modernisation"* et le développement économique grâce aux investissements étrangers et aux recettes du FMI, l'expérience du Belize devrait servir de sonnette d'alarme.

GUATEMALA : LA NEGOCIATION ET SES LIMITES

Managua, 16 avril (ANN). Le gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) se rencontreront du 22 au 25 avril pour discuter de *"L'initiative pour la paix totale"* rendue publique le 8 avril par le président Jorge Serrano. Cette rencontre se fera en présence d'un représentant de l'ONU et de Monseigneur Rodolfo Quezada, évêque du Guatemala et membre de la Commission nationale de réconciliation.

La proposition gouvernementale prévoit la mise en oeuvre de transformations économiques, sociales et juridiques ouvrant la voie à une démocratisation de la société et au respect des droits de l'homme. Selon le gouvernement, l'Armée appuierait pour la première fois les négociations directes avec la guérilla, reconnaissant tacitement l'URNG comme un interlocuteur. Mais les Forces armées ne participeront pas aux discussions comme le

demandait la guérilla et certaines limites sont posées d'emblée : le gouvernement propose qu'un programme et un calendrier soient établis pour "le démantèlement des fronts de guerre et des mécanismes de subversion, et donc la suppression des opérations anti-insurrectionnelles". Selon le gouvernement, l'armée n'est pas sujette à négociation et la démilitarisation ne sera pas à l'ordre du jour de la réunion du 22 avril.

Le président J. Serrano avait promis au cours de sa campagne électorale de régler les problèmes les plus graves du pays en 90 jours. Le délai est écoulé et, malgré l'accélération du processus de négociation et les espoirs qu'il soulève, certains secteurs militaires et civils maintiennent leur pression pour que l'armée ne soit pas remise en cause et demeure le véritable pouvoir.

PANAMA : CRISE AU GOUVERNEMENT

Managua, 17 avril (ANN). La crise qui agite le gouvernement de Guillermo Endara depuis plusieurs semaines a abouti le 8 avril à une rupture entre les deux partis qui formaient la coalition au pouvoir : le Parti Arnulfiste (PA) du président panaméen et le Parti démocrate-chrétien (PDC) du vice-président Ricardo Arias. En réponse aux attaques répétées du PDC contre la gestion du budget de l'Etat et à la campagne de discrédit que ce parti "allié" a mené contre lui, G. Endara a renvoyé de son gouvernement les cinq ministres démocrates-chrétiens et 70 hauts fonctionnaires appartenant à ce parti ont été limogés. Le PDC a annoncé sa volonté de faire la lumière sur d'éventuels liens entre le président G. Endara et les narco-traficants, dénoncés par le parti de Noriega, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD). Ces accusations se basent sur un rapport du Département de lutte contre la drogue (DEA) étatsunien selon lequel le groupe d'avocats auquel appartient G. Endara aurait créé plusieurs sociétés servant au lavage des dollars du narco-traffic.

Il sera difficile pour le gouvernement Endara, confronté à une grave crise économique et sociale et mis en cause par ces nouvelles accusations, de restaurer un minimum de stabilité politique et même, selon certains commentateurs, de se maintenir au pouvoir. De plus, le parti au gouvernement ne dispose que de 6 sièges sur 67 à l'Assemblée et, après la rupture avec la démocratie chrétienne, les députés du PRD seront en position d'arbitres au moment où s'ouvre la discussion sur les réformes constitutionnelles et sur certains accords bilatéraux avec les Etats-Unis, en particulier sur le lavage de l'argent de la drogue. Le secrétaire général du PDC accuse déjà le président Endara d'être en train de "passer un pacte avec le diable", c'est-à-dire de s'allier avec le parti de Noriega.

EN BREF

UNE REPRESSION ROYALE. Tout devait être parfait ce 18 avril pour l'arrivée du Roi et de la Reine d'Espagne. Mais un détail faisait désordre : les 85 travailleurs de Centre Olof Palme en grève pour leurs salaires et qui s'obstinaient à camper près du palais présidentiel, sur l'Avenue Simon Bolivar où n'auraient pas manqué de les apercevoir le couple royal. La police a donc été envoyée pour nettoyer les lieux, à coups de grenades lacrymogènes et de matraques. Les grévistes ont été poursuivis alors qu'ils cherchaient refuge dans le quartier voisin et violemment frappés. Une dizaine d'entre eux ont été arrêtés. Mais tout était rentré dans l'ordre lorsque les monarques sont passés et le Roi Juan Carlos a pu saluer dans un premier discours les progrès de la démocratie nicaraguayenne. L'ancien président Daniel Ortega a dénoncé cette violence qui dépasse de loin celle à laquelle les organisations ont été confrontées jusque-là et qui pourrait correspondre à des changements au sein de la police.

FACE A L'EPIDEMIE DE CHOLERA qui menace l'Amérique centrale, le Nicaragua se trouve totalement sans défense, de l'aveu même des autorités sanitaires. Les hôpitaux ne possèdent que 2 des 20 millions de doses de sérum de réhydratation qui seraient nécessaires. Les mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles vit une grande partie de la population en font la cible privilégiée d'une contamination rapide: 60 % des conduites d'eau sont défectueuses, toutes les eaux usées de la capitale se déversent dans le lac, transformé en cloaque et sur les rives duquel sont installés plusieurs bidonvilles, de nombreux quartiers ou bidonvilles sont privés totalement ou partiellement d'eau et les habitations n'y disposent souvent même pas de latrines. Un véritable bouillon de culture pour cette "maladie de classe" qu'est le choléra.

LES ROIS, TOUJOURS. Les indigènes de Subtiava, à Léon, ont annoncé qu'ils réservaient un accueil "militant", avec banderoles et slogans, au roi d'Espagne qui visitera Léon le 20. La police les a convoqués pour connaître leurs intentions. Par ailleurs, les Basques résidents au Nicaragua font l'objet d'une surveillance spéciale.

EL SALVADOR. Le FMLN a décidé de répondre de manière offensive à l'assassinat du Commandant Rojas, tout en maintenant sa participation aux négociations avec le gouvernement. Une série d'attaques ont été lancées au cours des derniers jours dans plusieurs régions, en particulier dans la province orientale d'Usulután - ou, selon radio Venceremos, le FMLN aurait fait 20 victimes dans les rangs de l'armée- et à La Libertad, au sud de San Salvador, contre des bases de la Marine nationale et de la police. Sur les murs des villes, des inscriptions sont apparues : "Comandante Rojas, avec ton exemple, nous jurons de vaincre!"

**EL SALVADOR : RESULTATS DES ELECTIONS DU
10 MARS 91**

Participation: 53 % des inscrits

LEGISLATIVES:

ARENA (Alliance républicaine nationaliste) 44,3 %
PDC (Parti de la démocratie chrétienne) 28 %
CD (Convergence démocratique) 12,2 %
PCN (Parti de conciliation nationale) 9 %
MAC (Mouvement authentique chrétien) 3,2 %
UDN (Union démocratique nationale) 2,7 %
AD (Action démocratique) 0,6 %

Nombre de députés:

ARENA 39 CD 8 PDC 26 MAC 1 PCN 9 UDN 1

MUNICIPALES

ARENA 45,3 % CD 9,1 % PDC 29,7 % MAC 3,5 %
PCN 9,9 % AD 0,3 % UDN 2,2 %

PANAMA. Une mission de la Banque mondiale a "recommandé" au gouvernement panaméen de licencier 19000 fonctionnaires, de geler les salaires et de privatiser certains services publics afin de stabiliser l'économie et normaliser les relations avec ses créanciers.

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail
NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA;
Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

